

Côte d'Ivoire : quelle sortie de crise ?

Briefing organisé dans le cadre de l'Observatoire de l'Afrique
Paris, 25 janvier 2011

Compte rendu

par Mélanie Cathelin



La crise ivoirienne n'appelle pas de voies de sortie immédiate. Le problème dépasse désormais le cadre électoral et politique et interroge la société ivoirienne dans son ensemble : la récente montée des tensions intercommunautaires fait craindre le basculement dans une situation beaucoup plus dramatique, laquelle affecterait en première ligne les populations civiles. En toile de fond de cette crise, la partition du pays entre le nord et le sud depuis maintenant plus de huit ans. Bien qu'aucune des forces politiques ivoiriennes n'ait jamais porté de revendications autonomistes ou séparatistes, cette division de fait, qui risque de s'installer encore plus dans la durée, obère le rétablissement d'un climat de confiance et de sécurité à l'intérieur du pays.

Trois points ont été abordés durant ce briefing :

- ◆ Les scénarios de sortie de crise
- ◆ Les forces et les faiblesses des parties en présence
- ◆ Le rôle des acteurs régionaux et internationaux.

Une sortie de crise difficile : quelles options possibles ?

Trois grandes options se dessinent pour sortir de la crise en Côte d'Ivoire.

— Les différentes **tentatives de médiation**, d'abord au nom de l'Union Africaine, de M. Mbeki puis de M. Odinga qui vient d'être récusé, se sont pour l'instant soldées par un échec. Les négociations sont au point mort, tant la méfiance est grande entre les camps de Laurent Gbagbo, président sortant et d'Alassane Ouattara, président dont l'élection a été reconnue par la communauté internationale. Les Forces nouvelles en particulier, n'accordent aucune confiance à Laurent Gbagbo.

— L'**option militaire** a été remise à l'ordre du jour suite aux récentes déclarations du ministère nigérian des affaires étrangères. Soutenu par le Nigeria, et appuyée plus discrètement par le Burkina Faso, le recours à l'intervention militaire est cependant porteur de nombreuses difficultés, sur les plans opérationnel, politique et juridique. Le recours à la force armée supposerait en effet de déployer un nombre non négligeable de troupes, sur un théâtre d'opération relativement complexe du fait notamment des spécificités de la géographie lagunaire et urbaine d'Abidjan. Sur le plan politique, il importe de réfléchir aux objectifs d'une éventuelle intervention, laquelle ne peut pas se contenter de débarquer Laurent Gbagbo, mais doit également permettre à Alassane Ouattara d'asseoir son pouvoir et sa légitimité sur le territoire ivoirien afin d'assurer un ordre politique stable. Enfin, l'option militaire doit être avalisée par le Conseil de sécurité des Nations Unies, ce qui paraît aujourd'hui improbable en raison de la division de ses membres sur le dossier ivoirien.

— Le recours aux **sanctions économiques** apparaît comme la solution la plus réaliste, mais cette option demande du temps, et ses effets ne sont pas non plus garantis en raison de la complexité et de l'opacité du système de ressources économiques dont bénéficie le président sortant. Il est par exemple noté que l'équipe au pouvoir est notamment alimentée par des fonds provenant d'une entreprise de raffinerie basée en Côte d'Ivoire, laquelle traiterait le pétrole nigérian. Les liens existant entre cette société et le gouvernement nigérian restent cependant difficiles à établir. Il demeure enfin compliqué d'évaluer les capacités financières réelles de l'équipe Gbagbo, et notamment le montant de ses fonds détenus à l'étranger, dont il est possible qu'une partie soit placée dans des pays comme la Chine ou le Brésil.

On peut en outre noter la **voie médiane entre sanctions et intervention militaire** récemment proposée par le ministre nigérian des Affaires étrangères : soumettre les ports d'Abidjan et de San Pedro à un embargo commercial, appuyé par des contingents militaires de la CEDEAO. Le Mali et le Burkina ont d'ores et déjà décidé de faire transiter leur exportations de coton par les ports de Lomé et d'Accra, mais ceux-ci ont une capacité limitée. La population ivoirienne, en particulier celle du Nord, sera par ailleurs directement affectée par l'embargo, puisque dépendant des livraisons qui sont faites au port. En outre, une telle solution nécessite des capacités logistiques importantes pour que l'embargo ait une chance d'être respecté.

Forces et faiblesses des parties en présence

Laurent Gbagbo bénéficie d'un soutien politique important : 38% des électeurs ont voté pour lui au premier tour des élections. Il peut également compter sur un appareil de sécurité très organisé, tout comme sur un puissant système de communication qu'il a patiemment mis en place depuis 2002. La Radio Télévision Ivoirienne lui est toute acquise, et a relayé sans relâche l'idée que la crise actuelle relève non pas d'un « coup d'Etat électoral », mais bien d'un « contentieux électoral », et que la Côte d'Ivoire doit faire face à un complot international visant à destituer M. Gbagbo. La diffusion de ce message lui vaut par ailleurs la sympathie d'une grande partie des opinions publiques africaines (notamment en RDC comme l'ont mentionné certains experts), et lui permet de se présenter comme le chantre de l'anti-colonialisme, ce qui est pour le moins paradoxal quand on connaît ses liens

d'affaires, jamais remis en cause, avec de grandes entreprises françaises.

M. Gbagbo peut également jouer des divisions régionales et continentales. L'Angola le soutient officiellement, en raison du rôle joué par Laurent Gbagbo dans le démantèlement de la base ivoirienne de l'UNITA au début des années 2000. La position de l'Afrique du Sud est quant à elle ambiguë, le président Zuma ayant récemment appelé à un recomptage des voix afin de sortir de la crise. M. Gbagbo peut enfin compter sur le soutien, quoique timide, de la Gambie, qui est également membre de la CEDEAO.

La puissance économique de la Côte d'Ivoire profite également directement au président sortant, en lui assurant des rentrées fiscales régulières. L'économie ivoirienne compte parmi les plus solides de la région et du continent, et profite toujours du système mis en place par Houphouët-Boigny. Si les sanctions prévues venaient à affecter durablement les ressources économiques dont dispose le camp Gbagbo, le président sortant pourrait avoir envisagé de créer une « monnaie de résistance » afin de gagner quelques mois supplémentaires.

En l'occurrence, Laurent Gbagbo parie sur une certaine lassitude des acteurs internationaux et régionaux, et cherche par tous les moyens à gagner du temps afin de faire accepter son maintien au pouvoir, quitte à le partager avec son rival, comme seule voie d'issue possible.

Cependant, des experts soulignent que le régime Gbagbo ne suscite plus la même adhésion populaire qu'au début des années 2000. Les Jeunes Patriotes et les milices pro-gouvernementales en particulier ont subi certaines désillusions depuis 2003, comme en témoigne par exemple la tentative menée par Charles Blé Goudé de jouer ses propres cartes. L'impression dominante est celle d'un mouvement qui continue d'être animé par les éléments les plus radicaux des milices pro-gouvernementales mais sans atteindre l'envergure des manifestations anti-françaises de 2004.

Les lignes de fracture du camp de Gbagbo semblent cependant moins se situer au niveau des milices armées, qu'au sein des forces militaires. La rhétorique anti-coloniale et nationaliste de a eu pour effet de ressembler les rangs autour de lui. Une intervention militaire aurait de fait certainement pour conséquences

de renforcer la solidarité des milices vis-à-vis du gouvernement. En outre, la présence toujours importante d'éléments radicaux au sein des milices et du principal syndicat étudiant, est suffisante pour faire basculer la situation dans la violence. Cependant, il est probable qu'une partie du commandement des forces armées manifeste certaines réticences à suivre les directions prises par les forces de sécurité spéciales (CECOS) si celles-ci venaient à accentuer la répression à l'encontre des civils. La peur d'une éventuelle traduction devant la Cour pénale internationale, ainsi que l'éthique liée à la formation des militaires « réguliers » ont été citées comme des raisons sérieuses de ces possibles réticences. Un scénario à la nigérienne, où une partie de l'armée interviendrait pour destituer le président avant de rendre le pouvoir aux civils, semble cependant peu probable.

M. Gbagbo tire enfin sa force de la relative faiblesse de son adversaire, M. Ouattara, qui n'a que peu de prise sur la situation, particulièrement à Abidjan, où il vit retranché à l'Hôtel du Golfe avec son équipe et son Premier ministre Guillaume Soro.

M. Ouattara ne dispose par ailleurs pas de moyens médiatiques équivalents à ceux de son adversaire, ce qui se traduit par un manque de lisibilité et de cohérence de sa stratégie de communication. Son appel à marcher sur le siège de la RTI le 16 décembre, maladroit pour certains, n'a pas eu les effets escomptés et a surtout permis aux forces acquises à Laurent Gbagbo d'organiser leur riposte. Bien que le parti de M. Ouattara soit bien structuré, il ne dispose pas des relais nécessaires, la plupart de ses soutiens étant au nord du pays. Les militants du RHDP vivent enfin sous la menace de leurs adversaires du régime Gbagbo ce qui contrarie l'émergence d'un mouvement plus fort.

Les Forces nouvelles n'ont semble-t-il pas la capacité d'intervenir militairement, ni l'envie, dans la mesure où une grande partie des membres des FN a su profiter du statu quo qui a prévalu jusqu'aux élections de novembre, et de la partition de fait du pays. Les Forces nouvelles sont composées d'un agrégat de personnalités aux parcours très divers : anciens militaires en rupture, membres de la diaspora, universitaires, leaders militaires locaux (comzones), etc. Ces derniers forment également un ensemble hétérogène, et une bonne partie ne semble pas prête à reprendre les armes comme en 2002.

Les relations entre Guillaume Soro et le président Ouattara sont par ailleurs ambivalentes : Alassane Ouattara est désormais redevable vis-à-vis de son Premier ministre, lequel lui garantit sa protection armée. Les deux hommes ont suivi des trajectoires très différentes : celle de la lutte syndicale puis armée pour Soro, et celle des grandes organisations internationales pour Ouattara. Sur le terrain, les relations entre le RDHP et les FN sont parfois tendues : les rivalités intergénérationnelles autour de l'accès au pouvoir et aux ressources économiques qui en découle, ne sont pas étrangères à ces tensions.

Le rôle des acteurs régionaux et internationaux

Les acteurs internationaux et régionaux se sont montrés très préoccupés par les développements de la crise ivoirienne. Cette attention s'explique par le caractère crucial de ce pays pour la stabilité, à la fois politique et économique, de la région. Plus largement, il importe de ne pas donner de signaux négatifs aux autres pays africains dont une grande partie organise des consultations électorales dans les mois à venir¹.

Mais la question de l'opportunité d'avoir imposé des élections comme aboutissement du processus de sortie de crise ivoirien reste cependant posée. Il est noté que ces élections trouvent leur fondement dans l'accord politique de 2007, mais que celui-ci a pu faire l'objet d'arrangements un peu bancals entre les différentes parties et ressemble au fond à un marché de dupes. Le RHDP et les membres de la majorité présidentielle se sont alors entendus pour placer leurs propres hommes dans des institutions clés du système : la Commission électorale indépendante pour le premier, et le Conseil constitutionnel pour le second. À l'époque, cet arrangement n'aurait pas soulevé de problèmes particuliers, les représentants du RHDP ayant reconnu qu'ils auraient agi de la même façon si ils s'étaient trouvé à la place de Laurent Gbagbo.

Les positions des différents acteurs sont ensuite passées en revue.

1. Quinze élections majeures doivent se tenir en Afrique en 2011, dont les élections présidentielles du Niger, du Tchad, du Nigeria, du Liberia et de la RDC.

La CEDEAO

Un éclairage est apporté sur les dynamiques internes de la CEDEAO, et sur les motivations des partisans d'une intervention militaire. Le Nigeria semble redouter les conséquences d'une aggravation de la crise ivoirienne pour la stabilité de la région. Les Burkinabés comptent près de trois millions de ressortissants à la double nationalité en Côte d'Ivoire. Le Burkina Faso a par ailleurs manifesté sa désapprobation à la tournure prise par les événements en fermant sa représentation à Abidjan. Le facteur religieux est évoqué par certains comme pouvant expliquer la position burkinabée : le soutien de Ouagadougou s'expliquerait par la présence d'une forte population musulmane au Burkina et au Nord de la Côte d'Ivoire. Cette vision d'un Nord ivoirien musulman opposé à un Sud chrétien est cependant beaucoup trop réductrice : certains experts rappellent que tout comme au Burkina, le paysage religieux du Nord de la Côte d'Ivoire est loin d'être homogène. Qui plus est, si Alassane Ouattara est musulman, Guillaume Soro est pour sa part de confession chrétienne. En outre, l'un comme l'autre n'ont jamais fait preuve d'un engagement religieux particulièrement fervent.

Quand au Ghana, en dépit des bonnes relations entretenues entre le président ghanéen et Laurent Gbagbo, Accra se cantonne pour l'instant à un rôle de neutralité affichée.

L'ONU

Les perspectives pour l'ONU et sa mission en Côte d'Ivoire sont compliquées. Il est reconnu que le représentant de l'ONU en Côte d'Ivoire, M. Choi, a fait preuve de courage et d'honnêteté lors de la certification des résultats. Le premier tour des élections s'est de plus très bien déroulé.

La position de l'ONUCI n'en demeure pas moins difficile : Laurent Gbagbo a ouvertement appelé au départ de la mission, et organisé un harcèlement systématique des éléments onusiens, alors que le Conseil de sécurité a décidé de renforcer ses contingents. L'ONUCI peut également être empêchée dans l'exercice de son mandat, même renforcé, par les stratégies adoptées par les partisans de M. Gbagbo.

L'ONUCI risque de pâtir des divisions des membres du Conseil de sécurité, et notamment de l'opposition

russe à ce que Moscou considère comme une forme d'ingérence dans les affaires ivoiriennes. Ce positionnement tient à la fois à la stratégie onusienne de la Russie, et peut-être aux intérêts économiques (pétrole et gaz) de ce pays en Côte d'Ivoire. Laurent Gbagbo a par exemple rencontré le président de Lukoil, société russe impliquée dans l'exploitation pétrolière, début décembre, et des contacts avec Gazprom auraient aussi eu lieu. Le Nigeria, dont le potentiel d'exploitation gazier et pétrolier est bien supérieur à celui de son voisin ivoirien, aurait cependant exercé des pressions discrètes sur la Russie, par crainte que les projets russes en Côte d'Ivoire ne se réalisent au détriment des intérêts nigériens.

La position de la Chine est également évoquée. Comparativement au Soudan, la Chine n'a pas d'intérêts essentiels en Côte d'Ivoire, ce qui explique sa discrétion jusqu'à présent. Il est cependant suggéré par l'un des participants que le choix d'un médiateur pourrait se porter sur un représentant chinois.

L'UE

L'Union européenne a adopté depuis le début de la crise une position assez forte, et imposé de lourdes sanctions. Le rôle joué par la délégation de l'UE en Côte d'Ivoire est loué pour son activisme et sa compréhension de la situation. La situation en Côte d'Ivoire a fait l'objet de prises de position du président Sarkozy, de la Haute Représentante Mme Ashton et du président Barroso.

La question est cependant posée de la cohérence des missions d'observation de l'UE au regard de l'exemple ivoirien. Des participants considèrent que l'UE gagnerait à définir des mandats plus clairs et plus politiques. Elle devrait notamment clairement exprimer le fait que les acteurs qui s'engagent dans des processus électoraux, doivent également s'engager à reconnaître et respecter le résultat des urnes. Une ligne de conduite devrait par ailleurs être définie sur les actions à entreprendre dès lors que cette règle n'est pas respectée. En ce qui concerne la Côte d'Ivoire, une voie de sortie doit être trouvée qui permette, selon un participant, à chacune des parties de sortir la tête haute. Il convient également de faire en sorte que les soutiens d'Alassane Ouattara en Europe, et notamment la France, ne soient pas affaiblis : le maintien de Laurent Gbagbo au pouvoir est, dans cette perspective, vu par certains comme un camouflet pour le président français.

Il est par ailleurs noté que l'UE devrait pouvoir réfléchir aux actions à envisager si l'option de l'embargo portuaire soutenu par une force militaire de la CEDEAO venait à se concrétiser. De même, des actions de planification devraient pouvoir être menées au sein d'ECHO en prévision d'une possible détérioration de la situation humanitaire, notamment dans le « Grand Ouest ».

Dans ce contexte, l'opportunité et l'utilité des élections comme voie de sortie de crise dans les contextes africains a été mise en doute par certains experts. Dans certains cas, il leur paraît plus raisonnable, quoique peu satisfaisant, de s'accommoder de solutions du type parti unique, ou consociatives, comme au Nigeria, et ce afin d'éviter des tensions communautaires incontrôlables. L'une des voies possibles de sortie de crise en Côte d'Ivoire, pourrait ainsi, pour eux, passer par la reconstitution d'un « post-PDCI », ce qui soulève également la question du renouvellement de la classe politique ivoirienne : les trois principaux protagonistes de la crise actuelle – Laurent Gbagbo, Alassane Ouattara et Guillaume Soro – sont présents de longue date sur la scène politique et peuvent difficilement prétendre incarner le renouveau. La situation actuelle s'inscrit toujours dans la période de la transition post-houphouétiste.

La CPI

Il est rappelé que la CPI a décidé de placer la Côte d'Ivoire sous examen préliminaire. Si la Côte d'Ivoire n'est pas partie au statut de Rome, elle a déposé en octobre 2003 sa déclaration de reconnaissance de la compétence de la CPI pour les crimes commis après septembre 2002. La CPI a reçu un certain nombre d'allégations sur des crimes commis depuis cette date. Une action préventive a par ailleurs été menée en amont des élections, afin de prévenir les violences. Le procureur de la CPI est par la suite intervenu pour rappeler que l'incitation à la violence, les attaques contre les casques bleus, les exécutions sommaires et extrajudiciaires constituaient des crimes relevant de

la compétence de la Cour.

L'impact de ces interventions n'est pas facile à mesurer, mais les intervenants s'accordent sur l'importance du rôle de la CPI, notamment pour prévenir toute escalade de violence.

Conclusion : vers un recomptage des voix ?

Le briefing se termine par une discussion sur l'opportunité d'un recomptage des voix de l'élection contestée. Les avis sont partagés.

Il est rappelé qu'un certain nombre de pays africains, dont l'Angola et l'Afrique du Sud, sont favorables à cette option. Il est également noté que l'élection présidentielle ne s'est pas déroulée dans les conditions initialement prévues par l'accord de Ouagadougou : le désarmement des forces rebelles notamment, est loin d'avoir été mené à son terme. Le recomptage des voix ne présenterait par ailleurs pas de difficultés techniques particulières.

Cependant, plusieurs problèmes demeurent. Les voix ont déjà été comptées par plusieurs intervenants. L'écart de voix, qui se monte à 350 000, est également trop important entre Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara pour qu'un recomptage soit vraiment opportun, ce d'autant plus que la participation au scrutin a été massive. Le comptage des voix a été validé par les deux camps. Le remettre en cause reviendrait à ignorer qu'il y a un gagnant et un perdant. Cela reviendrait donc à aller dans le sens de la thèse de M. Gbagbo qui défend l'idée d'un contentieux électoral alors que pour un certain nombre de participants, c'est bien d'un coup d'Etat électoral qu'il s'agit. Le recomptage alimenterait la stratégie du président sortant, laquelle consiste essentiellement à gagner du temps. Enfin, le recomptage n'est en lui-même pas un garant de sortie de crise : toutes les options possibles de partage du pouvoir ont pratiquement été envisagées et mises en œuvre depuis 2002. Des voies de négociation doivent cependant pouvoir être trouvées pour éviter que le pays ne s'enfonce dans la guerre.

Liste des acronymes

CeCOS :	Centre de Commandement des Opérations de Sécurité
CEDEAO :	Communauté des États d'Afrique de l'Ouest
CPI :	Cour Pénale internationale
FN :	Forces Nouvelles
ONU :	Organisation des Nations Unies
ONUCI :	Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
PDCI :	Parti Démocratique de Côte d'Ivoire
RHDP :	Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix
RTI :	Radio Télévision Ivoirienne
UE :	Union européenne
UNITA :	Union nationale pour l'Indépendance totale de l'Angola